

JOURNAL DE ROUBAIX

POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL

REDACTION ET ADMINISTRATION
17, RUE NEUVE, 17
Directeur gérant : ALFRED REBOUX

ABONNEMENTS ET ANNONCES :
RUE NEUVE, 17, A ROUBAIX. — A LILLE, RUE DU CURÉ-SAINT-ÉTIENNE, 9 bis.
Paris, chez MM. HAVAS, LAPITTE et Co, place de la Bourse, 8, et rue Notre-Dame-des-Victoires, 34
Bruxelles, à l'OFFICE DE PUBLICITÉ

ROUBAIX, LE 9 JUIN 1885

LE GÉNÉRAL BOULANGER

Si un spectacle est fait pour étonner, et pour indigner aussi, c'est celui des attitudes furibondes auxquelles se livre en ce moment une partie de la presse opportuniste, contre le général Boulanger, à l'occasion de l'ordre du jour que ce commandant en chef adressé aux forces françaises en Tunisie. L'on se rappelle dans quelles circonstances a été publié cet ordre du jour. Un officier français en uniforme, à la suite d'une représentation théâtrale, avait été grossièrement insulté et même frappé au visage par un sujet italien. Poursuivi devant le tribunal de Tunis, l'auteur de cette inqualifiable violence fut condamné seulement à six jours de prison.

On comprend quelles fâcheuses conséquences pour notre autorité pouvait avoir une répression aussi insuffisante, dans un pays, soumis d'hier seulement, à la domination française, et où subsiste encore, dans toute son effervescence, la haine que les sujets italiens ont conçue contre cette domination, contraire aux projets ambitieux que l'Italie poursuivait sur cette partie du continent africain. Bien que nominativement la Tunisie soit aujourd'hui un territoire français, il n'en est pas moins vrai que nos soldats vivent là au milieu d'ennemis, parmi lesquels les indigènes sont peut-être encore les moins à craindre.

Le premier devoir d'un chef militaire, dans cette contrée, est donc de maintenir assez haut le prestige de notre uniforme et de notre drapeau, pour que personne ne s'avise jamais d'y porter atteinte. La sécurité de notre petite armée d'occupation est à ce prix, et la moindre faiblesse de son chef à cet égard mettrait en péril, non seulement notre pouvoir en Tunisie, mais la vie de nos soldats.

C'est à ce devoir que le général Boulanger a obéi, en publiant l'ordre du jour dans lequel, après avoir signalé l'insuffisance de la répression dont la violence commise contre un officier français avait été l'objet, il blâmait sévèrement l'officier violenté de n'avoir pas fait usage de ses armes, pour repousser cette violence, et rappelait aux troupes placées sous ses ordres que le premier devoir d'un soldat était de faire respecter en sa personne l'honneur de l'armée, et d'assurer la sécurité de tous en défendant la sienne propre.

Que le général Boulanger ait qualifié avec la franchise d'un soldat, plutôt qu'avec l'habileté d'un diplomate, la sentence notoirement insuffisante rendue par le tribunal de Tunis, cela est possible. Mais, comme cette insuffisance a été tellement notoire que le ministre public a dû interjeter appel à minima de ce jugement, qui donc pourrait blâmer, en la forme, une protestation aussi juste dans le fond ?

La vérité, c'est qu'il existe malheureusement chez nous un parti qui n'est jamais plus heureux que quand il peut être dérangé à notre armée, injurier ses chefs, miner les fondements de la discipline, et travailler à la désorganisation de toute force militaire en France. C'est triste à dire ; mais cela est. Voilà comment le parti opportuniste et surtout le parti radical préparent ce qu'on l'appelle le relèvement de la France.

Ne nous lassons donc pas de défendre notre armée, puisqu'on ne se lasse pas de l'attaquer. Dans le cas actuel, il convient d'autant plus de la faire que la conduite du général Boulanger, non-seulement a été des plus correctes, mais qu'il aurait assumé la plus grave des responsabilités, s'il avait laissé s'affaiblir entre ses mains l'honneur et le prestige de l'armée française en Tunisie.

Qui oserait prétendre qu'un soldat en uniforme peut se laisser insulté, frapper, sans repousser la violence par la force ? Personne, si ce n'est ces mauvais Français qui ne seraient pas éloignés de se réjouir de tout ce qui pourrait déshonorer ou affaiblir notre armée.

LA POLITIQUE ANGLAISE
Les Anglais désertent sur toute la ligne, et même sur toutes les lignes. Leur ministre des finances vient d'annoncer que l'état des affaires permettait la suspension des préparatifs militaires ; que sur les 275 millions votés dernièrement, il en avait été dépensé 225, et que l'excédent ne serait pas réaffecté au budget. En même temps, on évacuait Souakim ; et le matériel destiné au fameux chemin de fer de Berber sera, dit-on, utilisé dans l'île de Chypre. On avait annoncé qu'un commandant français serait conservé par l'Angleterre, soit occupé par une autre nation civilisée. A quel degré d'humilité se classe de nation civilisée ? C'est assez difficile à déterminer. La Turquie, par exemple, n'est pas regardée comme en faisant partie, puisqu'elle subit le régime des capitulations, c'est-à-dire d'une jurisprudence étrangère sur son

territoire. Si l'Italie refuse de s'installer à Souakim, à qui remettra-t-on la possession de ce lieu de communication directe avec l'Arabie ? Pendant ce temps-là, la barbarie, refusée depuis sixante ans dans l'Afrique, redescend en flots pressés sur le littoral. C'est là que reprennent l'offensive, et c'est la civilisation européenne qui en est réduite à la défensive. Les tribus africaines reprennent tout le terrain qui leur avait été arraché ; à mesure que les Anglais et les Égyptiens avancent la place, elles la prennent. Sans doute, à une certaine limite, à certains points défendus, elles trouveront devant elles une barrière contre laquelle leurs assauts se briseront, et c'est pourquoi les Anglais, en évacuant le Soudan, se retranchent dans l'Égypte proprement dite. Il n'en faut pas moins reconnaître que la balance des grandes forces est changée, et que l'Europe et la civilisation ont reculé devant l'islamisme, devant l'Asie et l'Afrique.

C'est sous ce rapport que ces événements nous touchent. L'Angleterre se vante d'être la plus grande puissance musulmane du globe parce qu'elle possède l'Inde. La France, de son côté, est la plus grande puissance africaine, la plus grande surtout dans la Méditerranée. Tout reprenant l'offensive de la barbarie en Afrique, est un péril pour la France, et c'est pourquoi nous avons toujours regardé comme une calamité commune les désastres subis par les Anglais dans le Soudan.

L'Angleterre, il faut le dire, n'a pas fait meilleure figure en Asie qu'en Afrique. Ce n'est pas la peine de pousser de si hauts cris pour rentrer ensuite dans le silence de la contrition. Aujourd'hui encore, les journaux anglais nous racontent l'ovation qui vient d'être faite, à son arrivée à Londres, au général Lumsden, celui qui commandait la commission des frontières de l'Afghanistan. Ce fonctionnaire, par parenthèse, nous parait avoir donné un singulier exemple de respect de la discipline, en versant tous ses griefs dans le sein d'un correspondant de journal, et en blâmant publiquement la conduite de son gouvernement. Il paraît que c'est désormais la mode pour les fonctionnaires mécontents. Mais ce qui nous paraît d'un goût encore inférieur, c'est la réception enthousiaste et bruyante qui a été faite au général à son entrée en gare. Comment donc il y avait-il trois feld-marshaux, une foule d'officiers, un rassemblement qui a acclamé et presque porté en triomphe le représentant d'une politique odieuse à plate couture. Il nous semble que ces illustres guerriers auraient pu se montrer moins démonstratifs, et que les généraux russ s'en seraient, de leur côté, contentés de sourire en regardant cette représentation offensive. Puisque l'affaire est arrangée, il serait plus digne de se taire.

Il paraît, en effet, que le roi de Danemark est définitivement choisi pour arbitre. Mais l'objet de l'arbitrage est strictement limité à l'appréciation de la convention intervenue avant l'engagement qui a eu lieu sur la frontière. Si on veut nous en faire une expression populaire, le roi de Danemark aura simplement à rechercher si c'est le lapin qui a commencé. Cela peut durer, huit jours comme trois ans, et n'a aucune importance, dès qu'on est convenu de ne pas entrer en guerre, ou moins par le moment.

Décidément, le gouvernement de M. G. admette n'a pas été heureux dans les affaires du dehors. Il est vrai que ce n'était ni sa mission ni son goût. L'illustre homme d'État, qui est au terme de sa carrière politique, avait, pour la plus grande de ses préoccupations, les affaires intérieures. Aujourd'hui encore, c'est l'objet de ses dernières luites, et nous verrons, cette semaine, s'il peut encore maintenir dans sa main le dossier de la République française.

NOUVELLES DU JOUR
Paris, 8 juin. — M. Jules Ferry a remis vendredi sa carte chez tous les membres de la majorité qui, mardi, avaient voté contre la prise en considération. En retour de cette politesse, les votants de l'ordre ont de non-lien se sont fait inscrire, avant-hier et hier, rue de l'Alma, où demeure l'ancien président du conseil.

Après ces témoignages réciproques de gratitude et de sympathie, comment douter que M. Jules Ferry ne soit toujours l'homme de la majorité et que celle-ci n'ait tendu qu'une occasion pour se montrer. N'est-ce pas dire assez pourquoi M. Brisson et ses collègues, se sentant aujourd'hui moins fermes sur leurs pieds, vont se répandre en concessions électORALES qui surprendront plus d'un radical, surtout après le réquisitoire en règle dirigé ce matin contre l'extrême-gauche par la République française, qui semble redevenue le monitor du gouvernement.

REVUE DE LA PRESSE
L'Épiscopat
Paris, 8 juin.
Mgr l'évêque d'Annecy, en cours de visites pastorales, a adressé à M. le ministre des cultes la lettre suivante :

Monsieur le ministre,
En, le cardinal archevêque de Paris vous écrit, le 29 du mois dernier, une lettre relative à l'acte qu'il enlève au culte catholique l'église Sainte-Geneviève.

Il vous rappelle que vous avez fait à cette lettre donner à la Chambre des députés, dans une séance du 21 mars dernier, un vote qui a été interprété comme un acte de défiance envers l'épiscopat. C'est pourquoi je regarde comme un devoir de me charger de déclarer publiquement que j'ai lu de la main la plus complète à la lettre de Mgr l'archevêque de Paris, à toutes les affirmations qu'elle pose, à toutes les appréciations qu'elle renferme.

Je ne parlerai pas de la troisième fois, qui n'était pas sérieuse, de M. Brisson est intervenu par ordre des opportunistes, dans l'affaire de la mise en accusation, pour déclarer qu'il n'interviendrait pas.

Paris, 8 juin. — Ce matin, M. Aithalla, juge d'instruction, Didi, ancien juge au tribunal de la place Wagram, a été nommé, au domicile de Mme Barthelemy, la malheureuse femme qui a été assassinée hier.

Paris, 8 juin. — Un grave accident est arrivé ce matin à 8 h. 14, rue de Rome, en face le n° 4. L'omnibus n° 144, qui fait le service de la Bastille à la place Wagram, a été percé à jour par la rupture de la chaudière ouvrière. Sur les vingt personnes qui occupent le véhicule, douze ont été blessées, dont cinq grièvement.

Paris, 8 juin. — Hier soir, une nouvelle contenant quinze personnes a été jetée contre une des piles du vieux pont du Rhin.

Madrid, 8 juin. — Dans la journée d'hier, neuf malades suspects sont entrés à l'hôpital général de Valence ; ils ont été isolés immédiatement. Deux sont morts dans la journée.

Rome, 8 juin. — Hier soir, à Naples, un théâtre Pagliani, orné pour la circonstance, de drapaux français et italiens, l'avocat Palazzi a fait une conférence sur Victor Hugo.

Paris, 8 juin. — Le général Boulanger a adressé hier une lettre à la colonie française, pour la remercier de son témoignage spontané de sympathie à l'armée. L'émotion causée par les incidents de ces derniers jours diminue à mesure que les incidents de la colonie italienne se calmèrent hier la fête nationale de la Constitution ; elle ne s'est livrée à aucune manifestation.

De son côté, Mgr l'archevêque d'Aix vient d'adresser au cardinal Guibert une lettre aussi conçue :
Aix, le 3 juin 1885.
Je vous prie de lire votre protestation contre la profanation de l'église Sainte-Geneviève. C'est un document non pas pas besoin de mon suffrage. C'est un acte de défiance envers l'épiscopat. C'est pourquoi je regarde comme un devoir de me charger de déclarer publiquement que j'ai lu de la main la plus complète à la lettre de Mgr l'archevêque de Paris, à toutes les affirmations qu'elle pose, à toutes les appréciations qu'elle renferme.

Paris, 8 juin. — Ce matin, M. Aithalla, juge d'instruction, Didi, ancien juge au tribunal de la place Wagram, a été nommé, au domicile de Mme Barthelemy, la malheureuse femme qui a été assassinée hier.

Paris, 8 juin. — Un grave accident est arrivé ce matin à 8 h. 14, rue de Rome, en face le n° 4. L'omnibus n° 144, qui fait le service de la Bastille à la place Wagram, a été percé à jour par la rupture de la chaudière ouvrière. Sur les vingt personnes qui occupent le véhicule, douze ont été blessées, dont cinq grièvement.

Paris, 8 juin. — Hier soir, une nouvelle contenant quinze personnes a été jetée contre une des piles du vieux pont du Rhin.

Madrid, 8 juin. — Dans la journée d'hier, neuf malades suspects sont entrés à l'hôpital général de Valence ; ils ont été isolés immédiatement. Deux sont morts dans la journée.

Rome, 8 juin. — Hier soir, à Naples, un théâtre Pagliani, orné pour la circonstance, de drapaux français et italiens, l'avocat Palazzi a fait une conférence sur Victor Hugo.

Paris, 8 juin. — Le général Boulanger a adressé hier une lettre à la colonie française, pour la remercier de son témoignage spontané de sympathie à l'armée. L'émotion causée par les incidents de ces derniers jours diminue à mesure que les incidents de la colonie italienne se calmèrent hier la fête nationale de la Constitution ; elle ne s'est livrée à aucune manifestation.

Paris, 8 juin. — Hier soir, une nouvelle contenant quinze personnes a été jetée contre une des piles du vieux pont du Rhin.

Madrid, 8 juin. — Dans la journée d'hier, neuf malades suspects sont entrés à l'hôpital général de Valence ; ils ont été isolés immédiatement. Deux sont morts dans la journée.

COULISSES DU PARLEMENT
CHAMBRE
Le ministre des finances a reçu aujourd'hui un certain nombre de députés de la chambre des députés, du centre de la librairie, etc.

Le ministre des finances a reçu aujourd'hui un certain nombre de députés de la chambre des députés, du centre de la librairie, etc.

Le ministre des finances a reçu aujourd'hui un certain nombre de députés de la chambre des députés, du centre de la librairie, etc.

Le ministre des finances a reçu aujourd'hui un certain nombre de députés de la chambre des députés, du centre de la librairie, etc.

Le ministre des finances a reçu aujourd'hui un certain nombre de députés de la chambre des députés, du centre de la librairie, etc.

Le ministre des finances a reçu aujourd'hui un certain nombre de députés de la chambre des députés, du centre de la librairie, etc.

Le ministre des finances a reçu aujourd'hui un certain nombre de députés de la chambre des députés, du centre de la librairie, etc.

Le ministre des finances a reçu aujourd'hui un certain nombre de députés de la chambre des députés, du centre de la librairie, etc.

BULLETIN ÉCONOMIQUE
DE NOTRE DANGER. — Un journal russe, le *Nouvel Vremia*, nous apprend que le conseil de l'empereur a étudié un projet de loi, d'après lequel les droits de douanes seront augmentés de 20 0/0, pour la plupart des articles d'importation et, par exception, de 10 0/0 pour quelques-uns de ces articles.

D'autre part, sous l'active et puissante impulsion de M. de Bismarck, le Reichstag a voté, comme nous l'avons dit, des relèvements de droits sur presque tous les produits d'importation étrangère en Allemagne.

Une grande agitation économique règne donc dans les pays du centre de l'Europe ; c'est, pourrions-nous dire, comme une course au clocher vers la protection. Chacun semble avoir compris le danger de la politique libérale, et la réaction s'opère avec une intensité et une énergie qui terrifient nos bons économistes, bons, mais aveuglés, en dépit de leurs prévisions à l'apparition au monde comme des savants.

Ce qui mérite, surtout, d'être étudié, c'est ce qui se passe entre les deux grands camps étroitement alliés sur le terrain politique, mais qui s'écartent sur le terrain économique. Nous voulons parler de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie.

Le ministre des finances a reçu aujourd'hui un certain nombre de députés de la chambre des députés, du centre de la librairie, etc.

Le ministre des finances a reçu aujourd'hui un certain nombre de députés de la chambre des députés, du centre de la librairie, etc.

Le ministre des finances a reçu aujourd'hui un certain nombre de députés de la chambre des députés, du centre de la librairie, etc.

Le ministre des finances a reçu aujourd'hui un certain nombre de députés de la chambre des députés, du centre de la librairie, etc.